

Visite Felber

((((

AMARIDJAO	AMACCRAGO	AMADDISAB	AMALGERAO	AMAMMANJO
AMANKARAO	AMATHEVED	AMREPLINO	AMBUCCAREO	AMCAIREEO
AMCOLOMPO	AMDAKARSO	AMDARESSO	AMGUATEMO	AMHARAREO
AMHAVANEQ	AMISLAMAO	AMJAKARTO	AMKHARTOO	AMKOWEITO
AMLAGOSNO	AMLISBONO	AMMADRIDO	AMMAPUTOO	AMMEXICOO
AMMOSCUDO	AMNAIRORO	AMNEWDELO	AMPRETORO	AMRABATMO
AMROMEITO	AMRYADARO	AMTEHERAO	AMTOKYOJO	AMTUNISTO
AMKINSHAO				

BERN

08.04.91 16:44

5465-(1/6)-HHHHH

21	BT	ST	OR	GLE	15	
22			16/4	36	SA	
23	7	5	c			
11. APR. 1991						
Ref. 331.001 5/9						

INFORMATIONS HEBDOMADAIRES RAPIDES NO 15/91 DU 8.4.1991

1) VOYAGE CHEF DU DEPARTEMENT (BRF) EN IRAN ET EN TURQUIE (2. - 6.4.1991)

- I IRAN: - VISITE AUPRES DU PRESIDENT RAFSANDJANI (RA)  
 - ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
 - QUESTIONS BILATERALES
- II TURQUIE - VISITE AUPRES DU PRESIDENT OZAL (OZ)  
 - BILATERALE GESPRACHE MIT AUSSENMINISTER ALPTEMOCIN (A)  
 - HOFFLICHKEITSBESUCH BEI MINISTERPRAESIDENT YILDIRIM AKBULUT (YA)

2) VISITE OFFICIELLE DE TRAVAIL DU SECRETAIRE D'ETAT JACORI A LUXEMBOURG (05.04.1991)

VOYAGE CHEF DU DEPARTEMENT (BRF) EN IRAN ET EN TURQUIE (2-6.4.91)

1. IRAN

BRF A SEJOURNE A TEHERAN DU 2-4.4.91 OUI IL A RENCONTRE SON HOMOLOGUE LE MAE A.A. VFLAYATI. IL A ETE RECU PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE HASHEMI RAFSANDJANI ET A EU UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DE L'ECONOMIE MOHSEN NOURRAKSH. LA VISITE S'EST DEPOULEE DANS UNE EXCELLENTE ATMOSPHERE, A PEINE MITIGEE PAR LES RIGUEURS DU RAMADAN CHIITE. LE DRAME KURDE IRAKIEN NAISSANT A MARQUE LES DISCUSSIONS, AJOUTANT AUX INCERTITUDES DE LA SITUATION REGIONALE, OUI UN IRAN QUI N'OSE PAS AFFICHER TROP OUVERTEMENT SES VELLEITES DE TRANSFORMATIONS INTERNES, CHERCHE SA JUSTE PLACE.





## 1. VISITE AUPRES DU PRESIDENT RAFSANDJANI (RA)

DRAPE DANS SA ROBE BRUNE COUTURIERE ET ENTURBANNE DE BLANC, RA RECOIT SON HOTE D'UNE LONGUE POIGNEE DE MAIN, SON OEIL DE GOUPIL JAUGEANT LES FROMAGES A VENIR. ON SENT CHEZ LUI NON SEULEMENT LE PANACHE ET L'HABILETE DU RENARD, MAIS ENCORE LE COUP DE DENT ET LE SENS DE LA SURVIE, INDISPENSABLES POUR CELUI QUI AMBITIONNE DE MANOEUVRER UN SYSTEME OU LA CONCESSION EST RARE ET LA REFORME DIFFICILE.

BRF SOULIGNE L'ATTACHEMENT DE LA SUISSE A L'ENGAGEMENT HUMANITAIRE (CICR) ET AUX VALEURS DES DROITS DE L'HOMME, AINSI QUE LE BESOIN D'UNE MEILLEURE COMPREHENSION ENTRE LE MONDE ISLAMIQUE ET LE MONDE OCCIDENTAL. RA APPRECIE LE ROLE DE LA SUISSE DANS CES DOMAINES ET SA NEUTRALITE, D'AUTANT PLUS QU'UNE NOUVELLE SITUATION GRAVE DE REFUGIES AU FRONTIERES DE L'IRAN VA NECESSITER UN GROS EFFORT DES PAYS CONCERNES ET DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. BRF CONCORDE, TOUT EN RAPPELANT EN EXEMPLE LA REPONSE PROMPTE ET MASSIVE EN FAVEUR DES REFUGIES EN JORDANIE LORS DU CONFLIT DU GOLFE.

SUR LA PROBLEMATIQUE DES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS, TEL QUE PERCUE DANS L'EXERCICE DE NOTRE ENTREMISE DIPLOMATIQUE, RA RETORQUE QUE L'IRAN ATTEND DE WASHINGTON QU'ELLE PROUVE NE PLUS LUI ETRE HOSTILE. TEHERAN N'A RECU DEPUIS 10 ANS QUE DES SIGNES AMERICAINS, PEU PROPICES A UN DIALOGUE NORMAL, UN PREMIER PAS AMERICAIN EST TOUJOURS ATTENDU. D'AUTRE PART, WASHINGTON A Pousse POUR REGLER LE CONFLIT DU KOWEIT PAR LA FORCE ET MAINTENANT AFFICHE SA NEUTRALITE VIS-A-VIS DU PEUPLE IRAKIEN QUI SE FAIT MASSACRER. BRF RELEVE LA DIFFERENCE FONDAMENTALE, DANS L'ESPRIT OCCIDENTAL, ENTRE REGLES DU DROIT INTERNATIONAL ET INGERENCE DANS LA POLITIQUE INTERIEURE D'UN PAYS, MAIS RA INSISTE QUE CELUI QUI AGIT DOIT MESURER JUSQU'AU BOUT LES CONSEQUENCES DE SES ACTES, QUI REPONDRA MAINTENANT DE LA CATASTROPHE SURIE PAR LE PEUPLE IRAKIEN ? BRF CONVERGE AVEC CETTE QUESTION RETHORIQUE, QUI POSE BIEN UN DILEMME MORAL A LA COMMUNAUTE DES ETATS.

ENTRETIEN ENTRE LE MINISTRE IRANIEN DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES M. MOHSEN NOURBAKHCH (N) ET LE CONSEILLER FEDERAL RENE FELBER (RF). TEHERAN, JEUDI 4 AVRIL 1991

RF REMERCE SON INTERLOCUTEUR POUR LE SOUTIEN APORTE PAR L'IRAN A LA CANDIDATURE SUISSE AU FMI, ET PARTAGE LA VISION POSITIVE DE NOS RELATIONS EXPRIMEES PAR N.

PUIS BRF INTRODUIT UNE PROPOSITION D'ACCORD SUR LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS EN RAPPELANT LES ROLES RESPECTIVES DE L'ETAT ET DE L'ECONOMIE PRIVEE EN SUISSE ET EN SOULIGNANT L'INTERET DES INVESTISSEURS SUISSES, ENTRE AUTRES, DANS LES DOMAINES DE L'INDUSTRIE DE PRECISION, DE L'HORLOGERIE ET DE L'ENERGIE. IL REMET A N UN PROJET D'ACCORD TYPE, DONT IL PRECISE QU'IL S'AGIT D'UN TEXTE DE BASE OUVERT A NEGOCIATION.

+84=8Y



BERN

AR 44 91 16:44

5465-(2/6)-HHHH

2050  
10

N REMERCIÉ ET ESTIME QUE CE GENRE D'ACCORD CORRESPOND TOUT A FAIT A LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE DE L'IRAN DONT IL TRACE LES GRANDES LIGNES: RESTRUCTURATION ADMINISTRATIVE, POLITIQUE UNIFIEE DES TAUX DE CHANGE, INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES D'UN MONTANT DE 100 MILLIARDS DE DOLLARS, DIMINUTION DU ROLE DU GOUVERNEMENT, LIBERALISATION PROCHAINE DES MOUVEMENTS DE CAPITAL, PRIVATISATION DES ENTREPRISES ET OUVREURE DU DIALOGUE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET ETRANGERES.

A CE PROPOS, N SE PLAINT DE LA LIMITE FIXEE PAR LA GRE A 50 MILLIONS DE FRANCS PAR PROJET ET DEMANDE QU'ELLE SOIT ELARGIE. L'IRAN EST EN DISCUSSION AVEC LA BANQUE MONDIALE (QUI VIENT DE LUI ACCORDER UN PRET DE 250 MILLIONS DE DOLLARS), N'A PAS DE DETTE, EST PRET A ABSORBER 17 MILLIARDS DE DOLLARS DANS DES GRANDS PROJETS (PETROLE, GENIE CIVIL, ELECTRICITE), EST PROCHE DE CET IMMENSE MARCHÉ QUE REPRESENT L'URSS ET DEVRAIT POUR TOUT CELA INTERESSER ACTIVEMENT LES ENTREPRISES SUISSES.

BRE PARTAGE L'ANALYSE DE N ET PRECISE QU'EN CE QUI CONCERNE LA GRE, LA SITUATION PARTICULIERE DE L'IRAN EST ACTUELLEMENT A L'ETUDE. LE PAYS EST CEPENDANT DEJA AU BEAU RANG SUR LA LISTE DES BENEFICIAIRES DE CETTE INSTITUTION. LA SUISSE A DES LIMITES BUDGETAIRES QUI CORRESPONDENT A LA DIMENSION DU PAYS, LES ENTREPRISES PRIVEES DOIVENT AUSSI PRENDRE LEURS RISQUES, EN CONSEQUENCE, SEULE UNE PARTIE DES MONTANTS PEUT ETRE COUVERTE PAR LA GRE.

IL N'EST CEPENDANT PAS DANS L'INTENTION DU GOUVERNEMENT SUISSE DE METTRE UN FREIN A L'ACCROISSEMENT DE LA GRE POUR L'IRAN.

N EN PREND NOTE, TOUT EN SOULIGNANT QUE LA POSITION DES ENTREPRISES SUISSES EST DEFAVORABLE SI ON LA COMPARE AVEC CELLE D'AUTRES PAYS.

BRE MENTIONNE POUR MEMOIRE LA QUESTION DU DEUXIEME VOL SWISSAIR ET REVIENT SUR LE PROJET D'ACCORD PRESENTE EN DEBUT D'ENTRETIEN POUR SOULIGNER QUE LA SUISSE EST PRETE A ENTRER EN NEGOCIATION DES MAINTENANT.

ENTRETIENS ENTRE LE MINISTRE IRANIEN DES AFFAIRES ETRANGERES, M. ALI AKBAR VELAYATI (V) ET LE CONSEILLER FEDERAL RENE FELDER (RF), TEHERAN, LE MERCREDI 3 AVRIL 1991

#### I N T R O D U C T I O N

APRES LES SALUTATIONS D'USAGE BRE REMERCIÉ V POUR LE SOUTIEN APPORTE PAR L'IRAN A LA CANDIDATURE SUISSE AU FMI AINSI QU'AUX FACILITES ACCORDEES AU CICR EN IRAN POUR SON ACTION HUMANITAIRE EN IRAK.

#### O L P

BRE ABORDE ENSUITE LA QUESTION PALESTINIENNE EN PRESENTANT LA POSITION SUISSE ET EN DEMANDANT ENTRE AUTRES A V, CE QU'IL PENSE DE L'OLP.



POUR L'ENSEMBLE DE LA QUESTION EST TRÈS IMPORTANTE ET STRATÉGIQUE: IL S'AGIT D'UNE QUESTION ISLAMIQUE ET L'IRAN EST DIRIGÉ PAR UN GOUVERNEMENT ISLAMIQUE. LA POSITION DE CE DERNIER EST CLAIRE: L'IRAN EST OPPOSÉ À L'OCCUPATION DE LA PALESTINE PAR ISRAËL AINSI QU'À L'UTILISATION DE LA FORCE BRUTALE PAR LES TROUPES ISRAËLIENNES. LES PALESTINIENS, VICTIMES PERMANENTES DEPUIS UN DÉMI-SIÈCLE, DOIVENT ÊTRE RAMENÉS DANS LEUR PATRIE. C'EST DE LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE D'AGIR CONCRÈTEMENT DANS CE SENS. IL N'Y A PAS D'AUTRE ISSUE. ISRAËL PENSE POUVOIR METTRE UN TERME AU SOULEVEMENT EN ÉCRASANT LES DÉMONSTRATIONS. C'EST UN LEURRE. LES PALESTINIENS N'ONT RIEN À PERDRE ET ISRAËL NE PEUT GAGNER. L'IRAN A CERTES D'IMPORTANTES (STRONG) RESERVES À L'ÉGARD DE CERTAINS DIRIGEANTS DE L'OJLP, MAIS IL APPORTE SON SOUTIEN ENTIER AU SOULEVEMENT DU PEUPLE PALESTINIEN.

IRAK  
BRE, EN RAPPELANT QUE L'IRAN A CLAIREMENT INDICÉ QU'IL N'INTERVIENDRA PAS DANS L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION INTÉRIEURE DU PAYS, CONSTATE QUE LA MINORITÉ KURDE ET LES CHIITES SE FONT ÉCRASER ACTUELLEMENT.

V REPREND LA POSITION IRANIENNE PUBLIQUEMENT FORMULÉE: RESPECT DE LA VOLONTÉ DE DÉMOCRATISATION DU PAYS EXPRIMÉE PAR LE PEUPLE IRAKIEN ET SOUTIEN "SPIRITUEL" DE L'IRAN AUX FORCES D'OPPOSITION.

LA POPULATION NE SUPPORTE PLUS CE DICTATEUR QUI EST SADDAM HUSSEIN ET QUI A DÉJÀ IMPOSÉ DEUX GUERRES. V RÉPÈTE: NOUS NE VOULONS PAS INTERVENIR DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES DE L'IRAK. VOTRE SOUTIEN MORAL S'ACCOMPAGNE D'ASSISTANCE MÉDICALE ET ALIMENTAIRE ET D'UNE POLITIQUE D'ACCUEIL ET DE FRONTIÈRE OUVERTE. V PARLE DES MÉTHODES DE GUERRE UTILISÉES PAR L'ARMÉE IRAKIENNE ET DÉCLARE DE NE PAS COMPRENDRE LE CHANGEMENT DE POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS (TOLÉRANT LES VOLS D'HELICOPTÈRES IRAKIENS ENGAGÉS CONTRE SA PROPRE POPULATION). ON NE PEUT GARDER LE SILENCE SUR CES ÉVÉNEMENTS ET RESTER INACTIF.

AFGHANISTAN  
EN INTRODUISANT CETTE QUESTION, BRE REMARQUE QUE LA SITUATION N'A PAS ÉVOLUÉ SUFFISAMMENT POUR ENVISAGER L'INSTALLATION D'UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE. IL INFORME SON INTERLOCUTEUR QUE LA SUISSE A TENTÉ À PLUSIEURS REPRISSES DE PROPOSER SES BONS OFFICES. DES CONTACTS Y COMPRIS PAR L'ENTREPRISE D'INTERMÉDIAIRES ONT ÉTÉ ÉTABLIS AVEC TOUTES LES PARTIES (ÉGALEMENT AVEC L'EX-ROI ET LE GOUVERNEMENT AFGHAN) QUI, TOUTES, ADMETTENT QUE LA SOLUTION NE PEUT ÊTRE QUE NÉGOCIÉE. C'EST À AMÈNE LA SUISSE À PROPOSER DE RÉUNIR DANS NOTRE PAYS DES REPRÉSENTANTS DE CHAQUE DES PARTIES CONCERNÉES POUR DISCUTER LES PRÉLIMINAIRES D'UN PROJET DE RÈGLEMENT. BRE MENTIONNE ENTRE AUTRES LES DÉMARCHES DÉJÀ ENTREPRISSES PAR UN CITOYEN SUISSE, SOUHAITANT QU'UN REPRÉSENTANT AFGHAN REFUGIÉ EN IRAN SOIT ÉGALEMENT INVITÉ, IL DEMANDE À V SON SOUTIEN.

V REMERCIÉ BRE DE SON INITIATIVE ET CONSIDÈRE LA QUESTION COMME TRÈS IMPORTANTE, RIEN QU'ÉCLIPSÉE CES DERNIERS TEMPS PAR LA CRISE DU GOLFE. V EST D'ACCORD AVEC BRE POUR LAISSER LA PAROLE D'ABORD AUX AFGHANS EUX-MÊMES QUI DOIVENT POUVOIR S'EXPRIMER LIBREMENT. LA SOLUTION DU PROBLÈME NE PEUT PASSER QUE PAR L'ONU, PRÉCISE-T-IL. UN RÉFÉRENDUM DOIT ÊTRE ORGANISÉ PAR CETTE INSTITUTION ET CE POINT DE VUE EST PARTAGÉ PAR LA RÉSISTANCE CHIITE ET LA PLUPART DES GROUPES SUNNITES (LA RII EST SCEPTIQUE À L'ÉGARD D'UNE JIRGA).

QUANT À LA PROPOSITION SUISSE, V RÉPOND QU'IL ESSAYERA DE PERSUADER SES INTERLOCUTEURS AFGHANS ET QUE DE SON CÔTÉ IL N'A AUCUNE RÉSERVE À EXPRIMER. IL PROPOSE QUE NOTRE INTERMÉDIAIRE SE RENDE À TEHRAN ET RENCONTRE LES REPRÉSENTANTS DU PARTI DE L'UNITÉ ISLAMIQUE (IL S'AGIT D'UN GROUPEMENT DE DIVERSES FACTIONS CHIITES QUE L'IRAN A REUNI SOUS UN MÊME TOIT, SELON V) ET MENTIONNE LE NOM DE M. NAZARI.

Non:  
à l'égard de  
certains politiciens  
de l'OJLP!

"spirituel"

99



## R E L A T I O N S I R A N O - T U R Q U E S

BRF. EN PRECISANT QU'IL SE REND A ANKARA APRES TEHERAN. SOULIGNE L'INTERET QUE PORTE LA SUISSE A CE PAYS ET ABORDE QUELQUES POINTS DE NOS RELATIONS BILATERALES.

V. CONSIDERE LES RELATIONS TURQUO-IRANIENNES COMME BONNES ACTUELLEMENT. S'INSCRIVANT DANS UNE LONGUE HISTOIRE DE VOISINAGE, ANIMEES PAR UNE IMPORTANTE COOPERATION ECONOMIQUE.

\*551 2460-2.1.21.

L'IRAN S'EFFORCE D'ENTRETIENIR DES RELATIONS PACIFIQUES AVEC SON VOISIN. LES DEUX PAYS ONT MAINTENU DES CONTACTS ETROITS DURANT LE CONFLIT DU GOLFE. LE PRESIDENT OZAL EST VENU DEUX FOIS A TEHERAN ET DE NOMBREUSES DELEGATIONS ONT FAIT LE VOYAGE ENTRE LES DEUX CAPITALLES. IL RAPPELLE EGALEMENT LA COOPERATION QUI A LIEU AU SEIN DE L'ECO (ORGANISATION DE COOPERATION ECONOMIQUE QUI COMPTE EGALEMENT LE PAKISTAN).

## P O L I T I Q U E R E G I O N A L E

LA VEILLE DE CET ENTRETIEN, LORS DU DINNER OFFERT PAR V. BRF A ABORDE LA QUESTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE REGIONAL. V. PARTANT ALORS D'UN TRIPLE CERCLE (GOLFE, REGION, MONDE) EN A MONTRE LES INTERDEPENDANCES, ET LA NECESSITE D'EN RENFORCER LES LIENS. V. DONNE UNE NETTE PRIORITE A UN SYSTEME DE SECURITE COMPRENANT LES (7 OU 8) PAYS RIVERAINS. DANS CE CONTEXTE, L'ETUDE DE LA PROPOSITION D'UNE CSCM DOIT, SELON V, ETRE ABORDEE POSITIVEMENT. (LA RII N'EST PAS HOSTILE A UNE REUNION PREPARATOIRE MAIS RESTE SCEPTIQUE QUANT A UNE CSCM ENVISAGEABLE MAIS A PLUS LONG TERME.)

IL N'EST PAS POSSIBLE DE NE PAS ENTER EN DISCUSSION, CAR LES PROBLEMES DU GOLFE SONT LIES A CEUX DU RESTE DU MONDE. CEUX QUI PLAIDENT EN FAVEUR D'UNE CSCM SOUHAITENT NATURELLEMENT L'FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION. CECI SE COMPREND CAR LA REALITE DU PETROLE EST INCONTOURNABLE. AJOUTE-T-IL.

## QUESTIONS BILATERALES

ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE VELAYATI (V), LE 4.4.91

1. CICR : BRF A EXPRIME SA RECONNAISSANCE A LA RII POUR SON SOUTIEN PASSE ET PRESENT EN FAVEUR DU CICR PENDANT LA RECENTE CRISE DU GOLFE. IL A DEMANDE A V DE PERMETTRE AU CICR D'ACCOMPLIR SANS RESTRICTION SON MANDAT CONCERNANT LE CONFLIT PASSE IRAK-IRAN, EN PARTICULIER EN CE QUI REGARDE L'ACCES AUX POW IRAKIENS, AFIN DE DETERMINER S'ILS DESIRENT OU NON ETRE RAPATRIES.
2. DROITS DE L'HOMME : IL PEUT EXISTER UNE DIFFERENCE D'APPRECIATION DU CONCEPT MEME DES DH ENTRE L'ISLAM ET L'OCCIDENT : IL N'EN DEMEURE PAS MOINS - COMME L'A SOULIGNE BRF - QUE LEUR RESPECT EST UNE TACHE UNIVERSELLE. BRF SE FELICITE D'UNE CERTAINE STABILISATION EN LA MATIERE DEPUIS L'ARRIVEE AU POUVOIR DU PRESIDENT RAFSANJANI, EN PARTICULIER DE LA COOPERATION RECENTEMENT INSTAUREE ENTRE LA RII ET LA CDH DES VII (MISSION GALINDO POHL). BRF A EXPRIME LA SOUHAIT QUE DES PROGRES SOIENT ENCORE ACCOMPLIS EN VUE D'UNE MEILLEURE PROTECTION DES DH (APPLICATION, ENTRE AUTRES, DES 15 RECOMMANDATIONS DE G. POHL).
- V. REPROCHE A CERTAINS PAYS EUROPEENS (DONT IL EXCLU CEPENDANT LA SUISSE) LEUR TENTATIVE DE POLITISER LA MISSION POHL ET DE CONCENTRER LEURS CRITIQUES SUR LA RII (ALORS QU'UN REGIME TEL QUE LE SAOUDIEN RESTE EPARGNE).
3. SWISSAIR : BRF SOULEVE DERECHER (COMME IL L'AVAIT FAIT AVEC LE MINISTRE NOURRAKHS) LA QUESTION D'UN DEUXIEME VOL SR TOUJOURS BLOQUE AU NIVEAU DE LA CIVIL AVIATION IRANIENNE. LA PARTIE IRANIENNE INTERVIENDRA AFIN QUE L'ACCORD SR-IRAN AIR SOIT RAPIDEMENT FORMALISE.

*C'est Falher  
qui a dit  
cela!*



4. CAS RADJAVI : UNE DEMANDE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE SUISSE EST TOUJOURS PENDANTE AUPRES DES AUTORITES IRAKIENNES. UNE CONDITIONS POSEE PAR DES DERNIERES POUR Y DONNER SUITE EST PRESENTEMENT EXAMINEE PAR L'AUTORITE VAUDOISE CHARGEE DE L'INSTRUCTION DE L'AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE L'OPPOSANT IRAVIEN.

## II. TURQUIE

BRE A SEJOURNE EN TURQUIE DU 4-6.4.91 OUI IL A RENCONTRE SON HOMOLOGUE LE MAF A.K. ALPTEMOCIN. IL A ETE RECU PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUIE OZAL ET LE PM YILDIRIM AKRULUIT. ET A EU UN CONTACT AVEC LA COLONIE SUISSE A ISTANBOUL. LES INTERLOCUTEURS TURQUES, PLUTOT RIGIDES ET DOGMATIQUES SUR LES ASPECTS BILATERAUX DE LA DISCUSSION, ETAIENT PARTICULIEREMENT DISERTS SUR LA TRAGEDIE A LA FRONTIERE AVEC L'IRAK ET MANIFESTEMENT EN ETAT D'ALERTE MAXIMUM POUR FAIRE FACE A UN RAZ-DE-MAREE KURDE.

### 1. VISITE AUPRES DU PRESIDENT OZAL (OZ)

PLUS LARGE QUE HAUT ET D'UNE ASSURANCE A LA MESURE DE SON ASSISE IMPOSANTE. OZ DEGAGE UN CHARISME TRANQUILLE QUI N'EST PAS SANS EVOQUER SES AUGUSTES PREDECESSEURS, QUALIFIES AUTREFOIS DE GRAND TURC. DE L'APPARAT D'ALORS SEUL SUBSISTE UNE IMPOSANTE PERLE EPINGLEE A LA CRAVATE COULEUR RUIS. OZ EST INSTALLE DANS UN BUREAU EQUIPE DES GADGETS ELECTRONIQUES LES PLUS MODERNES ET L'ENTRETIEN EST ENTRECOUPE A TROIS REPRIS D'APPELS TELEPHONIQUES DIRECTS PROVENANT DU GOUVERNEUR DE LA PROVINCE LIMITROPHE DE L'EXODE KURDE IRAVIEN.

BRE S'ENQUERT DE L'EVALUATION FAITE PAR ANKARA DE LA SITUATION DANS CETTE ZONE. OZ SOULIGNE QUE LES 250'000 KURDES CHASSES PAR LES TROUPES DE SADDAM POURRAIENT CROITRE JUSQU'A 400'000 EN UN RIEN DE TEMPS ET QUE TROIS-QUART D'ENTRE EUX SONT DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES VIEILLARDS. LA CONFIGURATION TOURMENTEE DU TERRAIN REND LE CONTROLE ET L'ASSISTANCE DIFFICILE. LA TURQUIE, MEME SI ELLE LE POURRAIT, N'A AUCUNE INTENTION DE FERMER SA FRONTIERE. EN FAIT LA LIGNE DE DEMARCATION, MAUVAIS COMPROMIS HERITE DES BRITANNIQUES NE RETIENDRA PERSONNE, NI DANS UN SENS NI DANS L'AUTRE. TENTES ET COUVERTURES SONT REQUISES D'URGENCE. LE FROID ETANT FEROCHE. LA PARTIE TURQUE EST A MEME DE FOURNIR LES VIVRES. DES CAMPS SERONT NECESSAIRES, AUCUNE INFRASTRUCTURE URBAINE N'EXISTANT SUR PLACE. A LA DEMANDE DE BRE QUANT A UNE ACTION MILITAIRE, OZ RETORQUE QU'IL A AVERTI BAGDAD ET QU'IL PENSE QUE LA COALITION SERAIT A MEME D'INTERVENIR DEPUIS LE SUD. LE CAS ECHEANT. CE QUI SE PASSE N'EST PLUS UNE AFFAIRE INTERNE, MAIS BIEN UNE TRAGEDIE HUMAINE. OZ AJOUTE QUE MEME SANS L'INTERVENTION ARMEE DE BAGDAD, DES MOUVEMENTS DE POPULATION AURAIENT EU LIEU, TANT LES EFFETS DE L'EMBARGO SE FAISAIENT SENTIR SUR UNE POPULATION AFFAMEE.

SUR LA QUESTION DES MODIFICATIONS CONSTITUTIONNELLES, NOTAMMENT CONCERNANT LE TRAITEMENT DES KURDES TURCS, OZ SOULIGNE COMBIEN CELA EST ARDU, MAIS DIT VOULOIR PROCEDER DEJA AU NIVEAU D'UNE REVISION RAPIDE DU CODE PENAL ET DE L'ABROGATION DE LA LOI SUR L'INTERDICTION DE LA LANGUE KURDE. AU PLAN BILATERAL OZ SE FELICITE DE NOS BONNES RELATIONS ET, EN GRAND SEIGNEUR, NE S'ATTARDE GUERE SUR LES PROBLEMES, SOUHAITANT TOUT AU PLUS UN SOUTIEN SUISSE POUR L'ACCORD AVEC L'AFIE.

### 2. BILATERALE GESPRACHE MIT AUSSENMINISTER ALPTEMOCIN (A).

A BEGRUESSTE DEN BESUCH VON BRE NACH EINEM ALLZU LANGEN UNTERBRUCH VON KONTAKTEN AUF DIESEM NIVEAU.

8811#32) #5

2-82+83R'11+



#### 1) IRAKISCHE FLÜCHTLINGE:

A RIEF DIE TÜRKISCHE HALTUNG IM KONFLIKT ZWISCHEN KUWAIT UND IRAK IN ERINNERUNG UND DIE OPFER UND DAS RISIKO, DAS SEIN LAND DAMIT IN KAUF GENOMMEN HABE. ER VERGLICH DIE HEUTIGE LAGE AN DER TÜRKISCH-IRAKISCHEN GRENZE MIT DER SITUATION IM JAHR 1988, ALS NACH DEM IRAKISCHEN GIFTGASEINSATZ 60'000 IRAKISCHE KURDEN IN DIE TÜRKEI GEFÜCHTET WAREN. NEBEN AUFRUHTERNDEN WÖRTEN HABE DIE TÜRKEI DAMALS KAUM MATERIELLE HILFE ERFAHREN, VON GEWISSEN SEITEN SOGAR VOR ALLEM KRITIK UND TADEL. HEUTE SEI DIE SITUATION VIEL GEFÄHRLICHER UND SCHWIERIGER ALS DAMALS. DIE TÜRKEI WERDE IHRE GRENZEN NICHT ÖFFNEN, WENN DER WESTEN NICHT VERSPRECHE, EINEN TEIL DER FLÜCHTLINGE AUFZUNEHMEN.

A UNTERSTRICH, DASS SADDAM HUSSEIN MIT DER VERTREIBUNG IRAKISCHER KURDEN AUFHÖREN MUESSE. DIES HABE SOFORT ZU GESCHEHEN UND SEIN LAND HABE DAS IRAK DEUTLICH KLAR GEMACHT. A ZEIGTE SICH SEHR INTERESSIERT AN DEN EINDRÜCKEN VON BRP AUS TEHERAN UND INSBESONDERE AN DESSEN AUSFÜHRUNGEN ZUR REAKTION IRANS AUF DIE FLÜCHTLINGSBEWEGUNG IM GRENZBEREICH ZU IRAK.

#### 2) ASYLBEWERBER - MENSCHENRECHTE:

BRP LEGTE DAR, DASS DER WACHSENDE ZUSTRÖM VON ASYLBEWERBERN DIE SCHWEIZ VOR GROSSE PROBLEME STELLT. VIELE DER ASYLSUCHENDEN SIND TÜRKISCHER STAATSANGEHÖRIGKEIT, WOREI EIN GROSSER TEIL AUS WIRTSCHAFTLICHEN GRÜNDEN EMIGRIERT. INDES GIBT ES FÄLLE - ETWA 5 PROZENT ALLER GESUCHE - IN DENEN DIE SCHWEIZER BEHÖRDEN DEN TATBESTAND DER POLITISCHEN VERFOLGUNG ALS ERFÜLLT ANSEHEN. DIE KRITIK DER BEVÖLKERUNG UND IM PARLAMENT AN DER MENSCHENRECHTS-POLITIK ANKARAS, DER SICH DIE REGIERUNG NICHT VERSCHLIESSEN KANN, KNÜPFET DARAN AN, DIE SCHWEIZER BEHÖRDEN WÜRDEN ES BEGRÜSSEN, GARANTIEEN DAFÜR ZU ERHALTEN, DASS ABGEWIESENE ASYLBEWERBER, INSBESONDERE KURDEN, OHNE GEFÄHR IN DIE TÜRKEI ZURÜCKKEHREN KÖNNEN. ZUGLEICH ANERKANNT BRP DIE BEDEUTUNG DER VON DEN TÜRKISCHEN BEHÖRDEN ANGESTREBTEN LIBERALISIERUNG AUF GESETZES- UND VERFASSUNGSSTUFE.

A ZEIGTE SICH ZUFRIEDEN, DASS BRP DIESE FRAGE ANGESPROCHEN HATTE, DENN SIE BELASTE DIE BILATERALEN BEZIEHUNGEN. DIE TÜRKEI SEI EIN RECHTSSTAAT, DER KEINE DISKRIMINIERUNG SEINER STAATSBÜRGER KENNE. IN DER VERGANGENHEIT HÄTTEN LINKSEXTREME KREISE DURCH TERRORISTISCHE AKTE STABILITÄT UND EINHEIT DES TÜRKISCHEN STAATES BEDROHT. HEUTE, NACH DEM WANDEL IM OSTEN, NÄHMEN DIESE KREISE MIT DER GLEICHEN ABSICHT DIE MENSCHENRECHTE UND DIE STELLUNG DER MINDERHEITEN ALS VORWAND. SIE WÜRDEN VON GEWISSEN ÖNG'S LEICHTGLÄUBIG UNTERSTÜTZT. VIELE IHRER ANHÄNGER SEIEN NACH DER MILITÄRINTERVENTION INS AUSLAND GEFLOHEN. UM DORT INTERNATIONALEN DRUCK AUF DIE TÜRKISCHE REGIERUNG ZU INITIIEREN, DEN BEHÖRDEN KÖNNTEN BEI SCHUTZ DER ÖFFENTLICHEN SICHERHEIT DURCHAUS FEHLER UNTERLAUFEN. DIE TÜRKEI KENNE GEMÄSS DEM VERTRAG VON LAUSANNE NUR DIE ARMENIER, GRIECHEN UND JUDEN ALS MINDERHEIT AN, DER EINE BESONDERE RECHTSSTELLUNG ZUKOMT. ALLEN ANGEHÖRIGEN ANDERER ETHNISCHER GRUPPEN, ALSO AUCH KURDEN, KOMME DER GLEICHE STATUS WIE ALLEN ANDEREN TÜRKISCHEN STAATSBÜRGERN ZU.

A HIELT FEST, DASS DAS SCHWEIZERISCHE ASYLVERFAHREN VIEL ZEIT ANSPRUCHE UND WÄHREND DIESER ZEIT REDEUTENDE LEISTUNGEN ERBRACHT WÜRDEN. ER WOLLE NICHT REHAUPTEN, DASS ES KEINE ASYLBEWERBER GEBE, DIE ÜBER "CAUSES DEFENDABLES" VERFÜGTEN. INDES WÜRDEN VIELE DIESER PERSONEN VON GEWISSEN KREISEN MANIPULIERT. ANDERE WÜRDEN VON KRIMINELLEN SCHLEPPERN AUSGENUTZT, ERSUCHEN IM ASYL SEI KEIN STRAFATBESTAND IN DER TÜRKEI. JEDOCH VERLIESSEN VIELE ASYLBEWERBER DIE TÜRKEI OHNE PASS. DARAUFE STEHE EIN GELOBUSSE VON USD 2.80. ABGESEHEN DAVON HEBE EINE RÜCKKEHR DIE STRAFVERFOLGUNG WEGEN FRÜHER IN DER TÜRKEI BEGANGENER VERBRECHEN NICHT AUF. DIE KURDISCHE ARBEITERPARTEI (PKK) FINANZIERE IHRE TERRORISTISCHEN AKTIVITÄTEN VOR ALLEM DURCH BEITRÄGE TÜRKISCHER GASTARBEITER, DIE TEILWEISE ERPRESST WÜRDEN. A MEINT, WENN DIE TÜRKEI ZUR "SAFE COUNTRY" ERKLÄRT WÜRD, KÖNNTEN VIELE DER SICH FUER DIE SCHWEIZ ERGEBENDEN PROBLEME EINFACH GELOEST WERDEN. SICHER SEIEN DIE WIRTSCHAFTLICHEN BEDINGUNGEN BESSER ALS IN BULGARIEN ODER ALGERIEN.



BRF ERWIDERTE, DIE SCHWEIZ SEI DARAN, GEGEN ANDERE STAATEN GERICHTETE AKTIVITÄTEN AUF IHREM STAATSGEBIET BESSER ZU UNTERBINDEN, INDES ERWEISE SICH DIE PKK ALS SCHWER GREIFBAR. FERNER WÜRDEN MASSNAHMEN BETROFFEN, UM DAS ASYLVERFAHREN ZU BESCHLEUNIGEN. ER FÜGTE BEI, DASS ES DER SCHWEIZ BEI DER DISKUSSION UM DIE MINDERHEITSPROBLEMATIK KEINESWEGS UM DEN EXPORT IHRES FÖDERALISMUSMODELLS GEHE. DAS GESPRÄCH ZEIGE DAS UNTERSCHIEDLICHE VERSTÄNDNIS DES MINDERHEITENBEGRIFFS AUF. BRF BEZEICHNETE SICH SELBST ALS ANGEHÖRIGEN EINER KULTURELLEN UND SPRACHLICHEN MINDERHEIT.

#### c) WAFFENEXPORT:

A ERKLÄRTE, DASS DAS EXPORTVERBOT DIE TÜRKEI SCHÖCKIERT HABE. ANGESICHTS DER LAGE IN DER REGION SEI DIE TÜRKEI AUF EINE MODERNE ARMEE ANGEWIESEN. SELBST WENN DAS VERBOT AUFGEHÖREN WÜRD, WERDE DIE TÜRKISCHE SEITE IN ZUKUNFT VON GEMEINSAMEN NEUEN PROJEKTEN IM WAFFENSEKTOR ARBEITEN. FALLS EINE ZUKUNFTIGE ZUSAMMENARBEIT ANGESTREBT WÜRD, SO WÜESSE DIESE AUF EINER NEUEN UND ANDEREN GRUNDLAGE VERHANDELT WERDEN.

BRF LEGTE DAR, DASS DER BUNDESRAT KEIN EXPORTVERBOT, SONDERN BLOSS EINE SUSPENSION BESCHLOSSEN HATTE. HIER SEIEN DIE SCHWEIZER BEHÖRDEN AN DIE ENGEN VORSCHRIFTEN DES WAFFENAUSFUHRGESETZES GEBÜNDET. DER BUNDESRAT WERDE SICH ANGESICHTS DES ENDES DER KRIEGERISCHEN AUSEINANDERSÜTZUNGEN IM GOLFE DEMNÄCHST MIT DER AUFHEBUNG DER SUSPENSION BEFASSEN.

#### d) SICHERHEIT DER TÜRKISCHEN VERTRETUNGEN IN DER SCHWEIZ:

A DRANG DARAUF, DASS DIE TÜRKISCHEN EINRICHTUNGEN BESSER UND IN DEMSELBEN MASS GESCHÜTZT WERDEN WIE DIEJENIGEN ANDERER STAATEN. BRF VERWIES AUF DIE IN DER ZWISCHENZEIT GETROFFENEN MASSNAHMEN UND STellte KLAR, DASS DIE TÜRKISCHEN MISSIONEN NICHT DISKRIMINIERT WÜRDEN.

#### e) FREIHANDELSKOMMEN TÜRKEI - EFTA:

AUF ERSUCHEN VON A SAGTE BRF ZU, DASS DIE SCHWEIZ DAS IN AUSSICHT GENOMMENE FREIHANDELSKOMMEN DER TÜRKEI MIT DER EFTA UNTERSTÜTZEN WERDE.

37)

#### f) GEGENSEITIGE KONTAKTE:

A REGTE AN, DIE GEGENSEITIGEN KONTAKTE ZU INTENSIVIEREN UND AUF REGELMÄSSIGER BASIS TREFFEN ARZUHALTEN. AUCH KONTAKTE ZWISCHEN PARLAMENTARIERN SEIEN WÜNSCHENSWERT. BRF ANERKANNT DIE WICHTIGKEIT SOLCHER KONTAKTE UND UNTERSTÜTZTE DIESER ANREGUNG.

### 3. HÖFFLICHKEITSBESUCH BEI MINISTERPRÄSIDENT YILDIRIM AKRULUT (YA).

IN SEINEN AUSFÜHRUNGEN NAHM YA UEBER WEITE STRECKEN DAS AUF, WAS BEREITS PRÄSIDENT DEZAL UND AUSSENMINISTER ALPTMOCIN DARGELEGT HATTEN. ER BEGRÜESSTE DIESEN ERSTEN AUSSENMINISTERBESUCH SEIT 15 JAHREN UND VERWIES AUF DIE DRAMATISCHE LAGE AN DER IRAKISCH-TÜRKISCHEN GRENZE UND DIE TÜRKISCHEN BEHÜEHUNGEN, DEN IRAKISCH-KURDISCHEN FLÜECHTLINGEN ZU HELFEN. UNTER ANSPIELUNG AUF DIE IM JAHRE 1988 GEMACHTEN ERFAHRUNGEN, ALS DIE TÜRKEI FAST 100'000 KURDEN AUS DEM IRAK GEHOLFEN HABE, ABER WENIG MATERIELLE HILFE AUS WESTLICHEN LÄNDERN ERHALTEN HABE, DAFÜR ABER VIEL KRITIK UEBER DIE BEHANDLUNG DIESER MENSCHEN ENTGEGENNEHMEN MUSSTE, UNTERSTRICH ER, DASS SEIN LAND NICHT PERFIT SEI, DIESER MAL DIE LAST ALLEIN ZU TRAGEN. WÄHM NEHMEN DIESER LÄNDER NICHT SELBER EINE ZAHL IRAKISCHER KURDEN ALS FLÜECHTLINGE AN? AUCH MIT BEZUG AUF DAS ZEITWEILIGE SCHWEIZERISCHE EXPORTVERBOT FÜR WAFFEN GAB YA TÜRKISCHEN MISSVERGNÜGEN AUSDRUCK. SCHLIESSLICH VERLANGTE ER MASSNAHMEN GEGEN DIE TERRORISTISCHEN AKTIVITÄTEN DER PKK.



DIE ER ALS BANDE VON KRIMINELLEN BEZEICHNETE. DIE KURDEN, DIE  
TUERKISCHE BUERGER WIE ALLE ANDEREN SEIEN, WUERDEN NICHT DISKRI-  
MINIERT. ES SEI ALLERDINGS IN DER TAT SINNVOLL, GEWISSE GESETZE  
ANZUHEBEN, WELCHE Z.B. DEN GEBRAUCH DER KURDISCHEN SPRACHE  
UNTERSAGEN. DIES UMSO MEHR, ALS DIESE GESETZE KAUM JE ANGEWANDT  
WORDEN SIND. YA REKLAMTE SICH ABER DARAUEBER, DASS MAN DER SOG.  
KURDISCHEN MINDERHEIT IN DER TUERKEI GROSSE AUFWERKSAMKEIT  
ZUWENDE, OHNE SICH JEDOCH Z.B. UM DIE TUERKISCHE MINDERHEIT IN  
GRIECHENLAND ZU BEKUEMMERN.

DIE WIEDERHOLTE SEINERSEITS, DASS DIE SCHWEIZ BEREIT IST, IHREN  
BEITRAG ZUR LOESUNG DES FLUECHTLINGSLEBENS ZU LEISTEN. ALLERDINGS  
WAERE ES GEFAEHRlich ZU MEINEN, DIE LOESUNG KOENNTE DARIN  
BESTEHEIN, DIE KURDISCHE GEMEINSCHAFT UEBER DIE GANZE WELT ZU  
VERSTREUEN. VIELMEHR WUESSE IHNEN DIE MOEGlichkeit GEBOTEN WERDEN,  
IN IHRE HEIMAT ZURUECKZUKEHREN.

AUCH MIT BEZUG AUF DAS WAFFENEXPORTVERBOT UND ZUM PROBLEM  
DER ASYLANTEN WIEDERHOLTE DIE BEREITS A GEMACHTEN AUSFUEH-  
RUNGEN. ER BEGRUESSTE DIE IN AUSSICHT GENOMMENEN GESETZESAE-  
NDERUNGEN UND ERLAEUTERTE, DASS IN DER SCHWEIZ DIE MENSCHEN-  
RECHTSSITUATION IN DER TUERKEI EBEN DESHALB GENAU VERFOLGT WIRD,  
WEIL AUS DIESEM LAND VIELE ASYLANTEN STAMMEN.

LE 5 AVRIL 1991, LE SE JACOB SE RENDAIT A LUXEMBOURG POUR UNE  
VISITE OFFICIELLE DE TRAVAIL.

IL DEVAIT AVOIR DES ENTRETIENS AVEC SUCCESSIVEMENT LE SECRETAIRE  
GENERAL DU MAF, M. MERZ, LE DIRECTEUR POLITIQUE DU MAF, M. KASEL  
ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES M. POOS.

LES ENTRETIENS PORTERENT POUR L'ESSENTIEL SUR D'UNE PART L'EUROPE  
ET LA NEGOCIATION EEE, ET D'AUTRE PART LA SITUATION  
INTERNATIONALE.

1. AVENIR DE LA CE : CONSOLIDATION ET NOUVELLES ADHESIONS

LES TRAVAUX DE LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE SUR L'UNION  
POLITIQUE SONT ACTUELLEMENT POUR LA CE, A COTE DE LA CONFERENCE  
SUR L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE, LA PRIORITE DES PRIORITES.  
LE LUXEMBOURG A BON ESPOIR QUE, POUR LA FIN DE SA PRESIDENCE DE  
LA CE, EN JUIN, LES GRANDES OPTIONS DE L'UNION POLITIQUE AURONT  
ETE APRETEES. LA CE, QUE LES PAYS EUROPEENS NON MEMBRES AURONT EN  
FACE D'EUX, DANS PEU D'ANNEES, SERA UNE CE DOTE DE LARGES  
COMPETENCES EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE, ET  
PEUT-ETRE AUSSI DANS LE DOMAINE DE LA DEFENSE. CE DERNIER VOLET  
EST DE LOIN LE PLUS DIFFICILE A CAUSE DU PROBLEME DE L'OTAN. ON  
RAISONNE ACTUELLEMENT EN TERMES DE LIAISON, VIA L'EEC, ENTRE LA  
CE ET L'OTAN.

IL N'EST PAS QUESTION POUR LA CE D'ACCEPTER DE NOUVEAUX MEMBRES  
AVANT QUE SON PROCESSUS DE CONSOLIDATION NE SOIT TERMINE. MAIS,  
SELON LE LUXEMBOURG, LES CANDIDATS A L'ADHESION N'AURONT PAS A  
ATTENDRE INDEFINITIVEMENT, CAR LES RESULTATS DES DEUX CONFERENCES  
INTERGOUVERNEMENTALES SERONT CONNUS L'ANNEE PROCHAINE. LE  
LUXEMBOURG VOIT LE PROCESSUS D'ELARGISSEMENT DE LA CE COMME UNE  
SERIE DE NEGOCIATIONS PAR PAQUET - C'EST LA PROCEDURE LA PLUS  
RATIONNELLE -, COMME CELA S'EST PRODUIT LORS DES PRECEDENTS  
ELARGISSEMENTS (L'ADHESION DE LA GRECE EST A CET EGARD UNE  
EXCEPTION). ON POURRAIT, PAR EXEMPLE, IMAGINER LA NEGOCIATION  
D'UN PAQUET QUI COMPRENDRAIT LES QUATRES NEUTRES DE L'AELE, A  
SUPPOSER QU'ILS SOIENT TOUS CANDIDATS A L'ADHESION. TOUTEFOIS, IL  
NE FAUT PAS SE CACHER QUE DE NOUVELLES ADHESIONS SERONT POUR LA  
CE UN VERITABLE DEFI INSTITUTIONNEL. UNE CE QUI COMPRENDRAIT PAR  
EXEMPLE DIX-HUIT ETATS MEMBRES, OU D'AVANTAGE, DEVRAIT ETRE DOTE  
D'AUTRES PROCEDURES DE DECISION ET DE GESTION QU'AUJOURD'HUI A  
DOUZE. POUR UN PAYS COMME LA SUISSE, LE SEUL VERITABLE PROBLEME  
QUE DEVRAIT POSER L'ADHESION A UNE CE RENFORCEE SUR LE PLAN  
INSTITUTIONNEL ET AUX RESPONSABILITES ACCRUES SUR LE PLAN DE LA  
POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE EST CELUI DE LA NEUTRALITE,  
MAIS, CE PROBLEME N'EST PAS INSURMONTABLE. ON POURRAIT IMAGINER  
DE CREER UN STATUT PARTICULIER POUR CERTAINS ETATS MEMBRES, LES  
NEUTRES, QUI NE POURRAIENT PAS ASSUMER TOUTES LES OBLIGATIONS DE  
L'UNION POLITIQUE COMME LES AUTRES ETATS MEMBRES.



LA MISE SOUS TOIT DU TRAITE EEE POUR LE MOIS DE JUIN EST L'UNE DES PRIORITES DE LA PRESIDENCE LUXEMBOURGEOISE. ELLE EST EN PRINCIPE FAVORABLE A LA TENUE D'UNE REUNION MINISTERIELLE CONJOINTE PAYS DE L'AFLE-CE POUR LA MI-MAI. L'OBJECTIF SERAIT DE TROUVER A CE MOMENT-LA UNE SOLUTION AUX QUESTIONS LES PLUS DIFFICILES DE LA NEGOCIATION. LES LUXEMBOURGEOIS ONT FAIT MONTRER D'UNE CERTAINE COMPREHENSION A L'EGARD DES POSITIONS QUE LES PAYS DE L'AFLE FONT VALOIR ET, PLUS PARTICULIEREMENT, A L'EGARD DE LA POSITION SUISSE A PROPOS DU TRANSIT ROUTIER. ILS SE SONT DIT CONSCIENTS DU RISQUE QUE FAIT COURIR A LA NEGOCIATION LE LIEN ETABLI ENTRE LE TRANSIT ET LA NEGOCIATION EEE, ET EN CONSEQUENCE DE L'IMPORTANCE DE DESAMORCER UNE SITUATION EN TRAIN DE SE POLARISER DANGERIEUSEMENT. MAIS, IL FAUT QUE LA SUISSE, DE SON COTE, PUISSE OFFRIR CERTAINS AVANTAGES CONCRETS POUR LE COURT TERME. AUSSI POSITIVE SOIT-ELLE, LA POSITION QUE LE LUXEMBOURG A FAIT VALOIR NE CONTIENT PAS D'ELEMENTS VRAIMENT NOUVEAUX PAR RAPPORT A CE QUE NOUS SAVONS DE L'ATTITUDE DE LA CE COMME TELLE DANS LES NEGOCIATIONS, QUE CE SOIT SUR LE PLAN GENERAL DE L'EEE, OU DANS LE CAS DU TRANSIT ROUTIER. LES LUXEMBOURGEOIS SE SONT SOIGNEUSEMENT GARDES DE TOUT ENGAGEMENT PRECIS. UN ELEMENT INTERESSANT TOUTEFOIS : LA VOLONTE DES ETATS MEMBRES DE REPRENDRE LES CHOSES EN MAIN ET DE FREINER 'L'EXPANSIONISME' DE LA COMMISSION EST EN TRAIN DE SE RENFORCER DANS LA CE. C'EST LA UNE TENDANCE QUE LA PRESIDENCE LUXEMBOURGEOISE COMPTE BIEN EXPLOITER POUR FAIRE PROGRESSER LA NEGOCIATION EEE.

### 3. CHARTE DE L'ENERGIE

LE SECRETAIRE GENERAL MERTZ A ANNONCE QUE, DANS LA SECONDE MOITIE D'AVRIL, LE LUXEMBOURG ALLAIT ENTAMER DES DEMARCHES AUPRES DE TOUS LES ETATS CONCERNES AU SUJET DE L'ELABORATION D'UNE CHARTE DE L'ENERGIE. LE LUXEMBOURG SOUHAITE AVOIR DES CONTACTS GROUPEES AVEC LES PAYS DE L'AFLE DANS LE CADRE DE LEUR ORGANISATION. PLUTOT QU'AVEC CHACUN D'EUX, CELA POUR FACILITER LES CHOSES DU POINT DE VUE PRATIQUE.

### 4. SITUATION INTERNATIONALE

LA TROIKA DES MAF DE LA CE REVIENT DE TEHRAN ET DE BELGRADE.

LEUR IMPRESSION POUR CE QUI TOUCHE L'IRAN EST QUE CE PAYS JOUE UN ROLE CROISSANT DANS LA REGION, ET EST DETERMINE A NORMALISER SES RELATIONS AVEC L'EUROPE. UNE LISTE DE 5 IRANIENS DISPARUS AU LIRAN LUI A ETE REMISE PAR LES AUTORITES IRANIENNES.

LA TROIKA NE SE FAIT PAS D'ILLUSIONS SUR LES CHANCES A COURT TERME D'UN PROCESSUS DE PAIX MEME, SI DES PAYS COMME LA SYRIE ET LA JORDANIE SEMBLENT DESIREUX DE SORTIR DE L'IMPASSE. L'ATTITUDE D'ISRAEL RESTE UN OBSTACLE MAJEUR.

LES USA, DANS UNE OPTIQUE LE GOLFEE AUX USA ET LE MAGHREB A L'EUROPE, S'ENGAGERAIENT DANS L'ELABORATION D'UN PLAN DE PAIX QUI EXCLUERAIT PRATIQUEMENT L'EUROPE DE TOUT ROLE POLITIQUE. L'ECHEC DE LA PROPOSITION MITTERRAND DE REUNIR UNE CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DU CONSEIL DE SECURITE SERAIT UN INDICE A CET EGARD.

IL CONVIENT DE DETERMINER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE UNE PIALEFORME PERMETTANT DE DEFINIR DES MESURES DE CONFIANCE POLITIQUES QUI ABOUTIRAIENT EN FIN DE COMPTE AU 'LAND FOR PEACE'. SUR LE PLAN DE LA COMMISSION LE PRESIDENT DELORS S'APPRETERAIT A PROPOSER LA CREATION D'UNE 'HAUTE AUTORITE' COMPETENTE POUR STATUER SUR LES QUESTIONS D'EAU, DE PETROLE ET DE MAIN D'OEUVRE TOUCHANT L'ENSEMBLE DE LA REGION.



LA SITUATION EN YOUGOSLAVIE EST UN SUJET DE TRES GRANDE INQUIETUDE POUR LA TROIKA. CELLE-CI A REPETE A JOVIC, MARKOVIC ET LONCAR L'ATTACHEMENT DE LA CE AU MAINTIEN DE L'INTEGRITE DE LA YOUGOSLAVIE COUPLE AVEC LA POURSUITE D'UN PROCESSUS DE REFORMES, ET A SON HOSTILITE ENVERS TOUTE EVENTUELLE INTERVENTION DES REPUBLIQUES. LONCAR AURAIT INSISTE POUR UN ACCORD D'ASSOCIATION A LA CE, CE QUI EST IMPENSABLE.

L'IMPRESSION CROIT QUE POUR CERTAINS LA LEGITIMITE POLITIQUE DE L'ETAT SUR LE PLAN FEDERAL N'EXISTE PLUS, ALORS QUELLE SERAIT DONNEE POUR LES REPUBLIQUES PRISES INDIVIDUELLEMENT. EN CE QUI CONCERNE LA POLOGNE, LA TCHECOSLOVAQUIE ET LA HONGRIE CES PAYS ONT VOCATION A ADHERER A LONG TERME A LA CE. IL FAUT DONC LES PREPARER A CONCLURE DES ACCORDS DE LA DEUXIEME GENERATION - AVEC LA CE POUR LES PREPARER A CETTE PERSPECTIVE.

POUR CE QUI A TRAIT A LA CSCE, IL FAUT PARACHEVER LE MECANISME D'URGENCE. DANS LA CRAINTE D'UN RONNEMENT DU PROCESSUS IL CONVIENT DE CONCENTRER LA DISCUSSION SUR QUELQUES SUJETS DE NATURE POLITIQUE, ET DE RENFORCER LE CONTENU POLITIQUE DES PROCHAINES REUNIONS DE HAUTS FONCTIONNAIRES.

LES INTERLOCUTEURS DE JAC DECRIVENT LA SITUATION EN URSS COMME CATASTROPHIQUE. IL DEVIENT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE DE DETERMINER L'INTERLOCUTEUR COMPETENT.

LE SENTIMENT DE LA TROIKA EST QUE L'URSS A UN BESOIN MAJEUR D'ASSISTANCE. IL FAUT CONTINUER A SOUTENIR GORBATCHEV QUI AU DEVEURANT CHEVARDYADZE CONTINUERAIT DE CONSEILLER DE TRES PRES.

LA QUESTION BAITE NE DOIT PAS DEVENIR AUX YEUX DE LA CE L'ALPHA ET L'OMEGA DE SA POLITIQUE ENVERS L'URSS. CERTAINS INDICES A MOSCOU POURRAIENT FAIRE PENSER QU'UN STATUT SPECIAL POUR LES BALTES A LA CSCE NE RELEVRAIT PLUS DE L'IMPOSSIBLE.

ENFIN, LA SITUATION EN CHINE SEMBLE DESASTREUSE TANT SUR LE PLAN ECONOMIQUE QUE SUR CELUI DES DROITS DE L'HOMME. LA CE NE COMPTE PRENDRE AUCUNE INITIATIVE SPECTACULAIRE A COURT TERME EN DIRECTION DE CE PAYS.

K. JACORI

)))